

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziale Arbeit = Revue suisse de travail social
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziale Arbeit
Band: - (2013)
Heft: 14

Vorwort: Editorial
Autor: Hauss, Gisela / Keller, Véréna

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Chère lectrice, cher lecteur,

Le travail social subit de fortes pressions visant le changement. Depuis les années 1990, de nouveaux acteurs et de nouveaux principes conceptuels et d'action le mettent au défi dans ses champs d'intervention traditionnels. De nouveaux outils de gestion ont été introduits, en Suisse comme ailleurs, que l'on peut identifier par les termes de managérialisation et d'économisation. Si ces outils ne visent pas explicitement à réduire les prestations, ils promettent une meilleure efficacité, des résultats supérieurs, en s'appuyant sur les ressources disponibles. Ces outils accentuent la compétition selon des critères de qualité qui sont courants en économie. Les acteurs et les actrices du travail social se retrouvent en situation de concurrence croissante avec des acteurs privés et avec des entreprises sociales lorsqu'il s'agit d'occuper des champs d'intervention. Dans ce contexte sont introduits des principes de gestion d'entreprise et de rationalité économique alors que, jusqu'ici, le travail social n'était guère organisé sous la forme d'entreprises à but lucratif. La logique d'investir uniquement lorsqu'un résultat est attendu s'insinue dans les champs du travail social. Les ressources ne sont plus allouées à toute personne selon les principes d'égalité et de justice; elles sont au contraire investies dans les situations où les effets attendus, y compris d'ordre financier, sont supposés particulièrement intéressants. Sont notamment visés par ces politiques d'investissement les jeunes et les enfants, ainsi que leurs mères en tant que pourvoyeuses de soins.

Les réorientations du travail social que nous venons d'esquisser font l'objet de débats intenses tant dans les champs de la recherche, de la théorie et de la pratique. Ils se matérialisent dans des concepts, des directives, des publications, bref: un large débat est en cours parmi les spécialistes. Le poursuivre sur un niveau général ne donnerait guère d'originalité à ce cahier. Le présent numéro se fait l'écho, cependant, de regards sur les effets des transformations dans les pratiques, les profils professionnels ou encore, les modèles d'intervention. Cette spécificité de l'analyse, proche du terrain, ancrée dans la pratique quotidienne, interroge le caractère en apparence clair et univoque des transformations en cours. En effet, sur les terrains, les nouvelles logiques de politique sociale imposant un changement s'affrontent aux pratiques et aux habitudes solidement enracinées dans les bureaux et les institutions. Elles se

heurtent aux routines quotidiennes des administrations et aux modes de faire répétitifs qui semblent évidents aux professionnel-le-s du travail social; elles se confrontent aux modalités d'organisation et aux constellations politiques fonctionnant selon leurs logiques propres. Quelle que soit la provenance des pressions visant un changement, ces pressions sont reçues "on the ground" avec de fortes ambivalences. Elles produisent une situation souvent conflictuelle par la confrontation de convictions morales traditionnelles, de mouvements de différenciation et de distinction cherchant à se protéger du changement d'un côté, et l'ouverture à de nouveaux groupes de destinataires, à l'innovation et au débat, de l'autre.

Dans la première contribution, «Egalité de genre dans la famille et politique d'activation», Verena Keller, Marianne Modak et Françoise Messant analysent l'articulation entre politique d'activation et rapports de genre en transformation. Les auteures montrent que les assistantes et assistants sociaux ne sont pas de simples exécutant-e-s: ils et elles, en mettant en oeuvre les directives, défendent leur autonomie professionnelle, leurs intérêts et valeurs propres. C'est cette marge d'interprétation qui les institue en «entrepreneurs de morale» et explique le fait que ces professionnel-le-s construisent et imposent différents modèles d'une famille «juste» fondés sur différentes concrétisations de la division sexuelle du travail. Les auteures analysent les interactions entre ces modèles et la politique d'activation.

Dunya Acklin et Caroline Reynaud interrogent dans leur article «Jeunes adultes à l'aide sociale: processus de problématisation, réponses politiques et enjeux d'intervention» l'articulation entre des transformations de la politique sociale et de l'emploi d'une part et la construction de catégories de populations en difficulté de l'autre. Les auteures étudient l'approche différente de la problématique des jeunes adultes dans deux cantons, Vaud et Fribourg. La catégorisation opérée par chacun des cantons aboutit à des réponses divergentes en terme de politique sociale, ce qui met le travail social devant des défis chaque fois différents.

La contribution de Jeremias Amstutz et de Peter Zängli, intitulée «Le management social dans la pratique. Une analyse empirique d'offres d'emploi dans le champ de l'action sociale en Suisse», consiste en une analyse du terme de «management social» à partir d'un matériau consistant en 1084 offres d'emploi. L'étude leur a permis de dégager différentes qualifications exigées sur le marché du travail. En vue d'un management social professionnel, de son implémentation et de sa consolidation, les auteurs notent un fort potentiel de développement dans le champ du travail social.

La pression visant le changement ne s'exerce pas toujours et pas seulement par «le haut»; elle peut s'accroître par des dynamiques venant du «bas» ou «latérales». C'est ce que mettent au jour Valérie Perriard et Dolores Angela Castelli Dransart dans leur article sur «L'identité professionnelle des assistantes et des assistants socio-éducatifs». Les auteures explorent l'identité dans la nouvelle profession d'assistante ou d'assistant socio-éducatif. Leur travail montre que cette identité s'élabore à partir des professions traditionnelles du travail social, par le biais de logiques de différenciation et d'assimilation. L'arrivée de la nouvelle profession interroge les modalités de collaborations, les qualifications ainsi que l'identité professionnelle même des métiers traditionnels du travail social.

Susanne Lorenz, Sarah Dini et Yves Cottagnoud s'intéressent dans leur article «Intervenir auprès des personnes auteures de violences dans le couple» aux nouveaux défis à l'adresse du travail social institués par des réformes législatives, défis qui consistent à intervenir désormais auprès d'auteurs de violences et non plus seulement de leurs victimes. Ces acteurs ne sont pas toujours prêts à modifier leur comportement. Les auteures analysent les difficultés dans l'intervention et se penchent sur l'absence d'outils adéquats.

Les articles publiés dans ce numéro ouvrent le regard sur la diversité des pratiques et des conceptions du travail social. Leurs auteur-e-s étudient quelques-unes des multiples modalités spécifiques selon lesquelles se concrétisent et se manifestent les transformations en cours. L'ensemble des articles démontre la participation active du travail social au changement: les professionnel-le-s ne font pas que réagir ou subir; au contraire, ils et elles infléchissent les processus de transformation par leur action de catégorisation, de définition, d'adaptation en tant qu'acteur social. Dans leur travail quotidien, ils et elles se montrent comme des professionnel-le-s se laissant irriter dans leur identité professionnelle, s'ouvrant au changement tout en se cramponnant aux habitudes et aux routines. Dans ce numéro, nous voulons montrer quelques éléments de ce que Thiersch appelle un «magma bariolé».

En sus des articles, vous trouverez la recension d'un livre consacré à un thème d'histoire rédigée par Clara Bombach ainsi que, comme toujours, la liste des nouvelles publications.

Nous vous souhaitons une lecture stimulante.

Pour le groupe de rédaction
Gisela Hauss et Véréna Keller

Geschätzte Leserin, geschätzter Leser

Soziale Arbeit steht unter einem starken Veränderungsdruck. Seit den 1990er Jahren wird sie von neuen «Spielern» und sich verändernden Deutungsschemata in den ihr angestammten Berufsfeldern herausgefordert. So wurden auch in der Schweiz neue Steuerungsformen eingeführt, die sich unter die Begriffe «Managerialisierung» und «Ökonomisierung» fassen lassen. Diese Steuerungsformen zielen nicht explizit auf einen Abbau von Leistungen, sie versprechen vielmehr einen effizienteren und wirkungsvolleren Einsatz der zur Verfügung stehenden Mittel und verstärken den Wettbewerb nach in der Wirtschaft gängigen Qualitätskriterien. Zunehmend tritt die Soziale Arbeit in diesem Zusammenhang auch mit privaten Akteuren und social entrepreneurs in Konkurrenz um die Besetzung von Tätigkeitsfeldern. In der bis anhin kaum in Form von Unternehmen organisierten Sozialen Arbeit führt dies zu einer Ausweitung betriebswirtschaftlicher Instrumente und Rationalitätsprinzipien. Die Vorgabe, dort zu investieren, wo es «sich lohnt», findet sich zunehmend auch in sozialarbeiterischen Kontexten. Ressourcen werden nicht mehr allen gleichermassen zugesprochen, sondern werden dort eingesetzt, wo ihre Wirkung, auch finanzieller Art, besonders gross zu sein verspricht, so z. B. bei jungen Menschen und Kindern sowie deren Müttern als Care-Givers.

Die hier nur kurz skizzierte angestrebte Ausrichtung der Sozialen Arbeit wird in Wissenschaft und Praxis breit diskutiert und findet ihren Niederschlag in Konzepten, Richtlinien, Publikationen, kurz einer breiten Fachdebatte. Diese Diskussion auf einer allgemeinen Ebene weiterzuführen, würde dem hier vorliegenden Heft keine besondere Originalität verleihen. Das Spezifische der hier vorliegenden Ausgabe ist deshalb, Einblicke zu vermitteln, wie sich die beschriebenen Transformationen in der Praxis, in Berufsbildern und handlungsleitenden Konzepten, so zu sagen näher am Boden, zeigen. Hier verliert die Ökonomisierung ihre Eindeutigkeit. Auf Veränderung drängende sozialpolitische Paradigmen treffen hier auf vielfache, fest verankerte lebensweltliche Eigenheiten. Sie treffen auf die tägliche Routine lokaler Behörden, sich wiederholende Handlungsabläufe, die von den Sozialarbeitenden als selbstverständlich angesehen werden, auf organisatorische Gegebenheiten oder politische Konstellationen, die nach ihrer eigenen Logik funk-

tionieren. Veränderungsdruck, wo er auch herkommt, wird "on the ground" ambivalent aufgenommen. Hier bilden traditionelle moralische Überzeugungen, absichernde Grenzziehungen, gleichzeitig mit der Offenheit für neue AdressatInnen-Gruppen, Debatten und Kategorisierungen eine nicht immer konfliktfreie Mischung.

Im ersten Beitrag «Geschlechtergerechtigkeit in der Familie im aktivierenden Sozialstaat» bearbeiten Verena Keller, Marianne Modak und Françoise Messant die Frage, wie sich die Aktivierungspolitik, hier unter dem Blickwinkel der Transformationen im Geschlechterverhältnis, im Arbeitsfeld der Sozialhilfe zeigen. Die Autorinnen gehen davon aus, dass die staatlichen Richtlinien auf berufliche Autonomie-Ansprüche, Interessen und persönliche Werthaltungen der Sozialarbeitenden treffen, durch welche die Praxis stark mitgeprägt wird. Ihre Studie zeigt, dass Sozialarbeitende nicht vor allem den Vorgaben des aktivierenden Sozialstaates folgen, sondern vielmehr als «moralische Instanz» verschiedene Vorstellungen darüber haben, was eine «gerechte» Familie ist. Die Autorinnen ordnen diese Vorstellungen fünf Modellen zu, denen bestimmte Ausprägungen der geschlechterhierarchischen Arbeitsteilung zu Grunde liegen und die in einer jeweils spezifischen Ausprägung zur Aktivierungspolitik stehen.

Im Beitrag «Jeunes adultes à l'aide sociale: processus de problématisation, réponses politiques et enjeux d'intervention» von Dunya Acklin und Caroline Reynaud lässt sich nachverfolgen, inwieweit Veränderungen in der Sozial- und Arbeitspolitik mit der Konstruktion von Kategorisierungen einhergehen. Die Autorinnen zeigen den unterschiedlichen Umgang mit der Problematik der «jungen Erwachsenen» in der Sozialhilfe in den Kantonen Waadt und Freiburg auf. Die jeweilige Kategorisierung führte zu unterschiedlichen sozialpolitischen Massnahmen, welche auch die Soziale Arbeit vor spezifische Herausforderungen stellten.

Jeremias Amstutz und Peter Zängl wählen in ihrem Beitrag «Sozialmanagement in der Praxis. Eine empirische Analyse von Stellenangeboten im Sozialwesen der Schweiz» Stellenangebote als Daten zur Untersuchung des Begriffs des Sozialmanagements. Die datentechnische Aufarbeitung von 1 084 Stellenangeboten ermöglicht es den Autoren, Erkenntnisse über «markterforderliche» und «marktgängige» Qualifikationen in der Sozialen Arbeit zu gewinnen. Sie kommen zum Schluss, dass sich hinsichtlich der Implementierung und Konsolidierung eines professionellen Sozialmanagements im Handlungsfeld der Sozialen Arbeit ein grosses Entwicklungspotential eröffnet.

Veränderungsdruck auf die Soziale Arbeit kommt jedoch nicht immer «von oben», sondern kann auch durch Bewegung von «unten» oder «nebenan»

an Dynamik gewinnen. Valérie Perriard und Dolores Angela Castelli Dransart untersuchen in ihrem Beitrag «L'identité professionnelle des assistantes et des assistants socio-éducatifs», wie die Entstehung eines neuen Berufes – jenes der Fachperson Betreuung – im angestammten Feld der Sozialen Arbeit die Frage nach Differenzierung oder Anpassung aufwirft und zu einer Neuordnung der Arbeitsorganisation sowie einer Neudefinition der Berufsidentität der «altbekannten» Sozialarbeitenden führt.

Susanne Lorenz, Sarah Dini und Yves Cottagnoud untersuchen in ihrem Beitrag «Intervenir auprès des personnes auteurs de violences dans le couple», wie die Ausweitung gesetzlicher Vorgaben die Soziale Arbeit vor die Herausforderung stellt, nicht mehr lediglich mit den Opfern, sondern auch mit Tätern zu arbeiten, die nicht immer bereit sind, ihr gewalttätiges Verhalten zu verändern. Die Autorinnen und der Autor gehen auf Schwierigkeiten und mangelnde Instrumente ein, die den Sozialarbeitenden dabei zur Verfügung stehen.

Die in dieser Ausgabe vorgestellten Artikel eröffnen den Blick in die Vielfalt der Praxen und Konzeptionen der Sozialen Arbeit, in denen sich Wandel in jeweils anderer Art ausgestaltet. Deutlich machen alle Artikel, dass Soziale Arbeit Wandel mitgestaltet, nicht lediglich reagiert, sondern vielmehr mitwirkt, sei es als «moralische Instanz», tätig in Kategorisierungs-, Abgrenzungs – oder Anpassungsprozessen. Sozial Arbeitende zeigen sich in ihrem alltäglichen Handeln als Professionelle, die sich in ihrer Identität irritieren lassen, Neues aufnehmen und dann doch immer wieder beharrlich an Hergebrachtem festhalten. Die vorliegende Nummer möchte einen Einblick geben in diese, um ein Wort von Thiersch zu nutzen, «buntscheckige Gemengelage».

Zusätzlich zu den Artikeln finden Sie eine Buchbesprechung zu einem historischen Thema, geschrieben von Clara Bombach und, wie immer, ausgewählte Neuerscheinungen.

Wir wünschen Ihnen eine anregende Lektüre.

Für die Redaktion

Gisela Hauss und Véréna Keller